

# France Rwanda

## Rwanda: M. Léotard confirme le départ des derniers militaires français

AFP, 14 avril 1994

PARIS, 14 avr - Le ministre de la Défense François Léotard a confirmé jeudi à Paris que les derniers militaires français présents à Kigali, une quarantaine d'hommes au total, devaient quitter la ville dans la journée.

Au cours d'une conférence de presse au ministère, M. Léotard, entouré notamment de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état major des armées, a annoncé l'arrivée vendredi en début d'après-midi à Paris des corps des deux sous-officiers "lâchement assassinés" au cours des événements et de l'épouse de l'un d'entre eux, ainsi que ceux des trois pilotes français présents dans l'avion du président rwandais abattu le 6 avril à Kigali.

Plus tôt dans la journée, le Service d'information des armées (SIRPA) avait indiqué que les derniers militaires français encore à Kigali -un détachement de 38 hommes plus l'équipage d'un C-130- devaient rejoindre les troupes déjà rassemblées à Bangui (Centrafrique).

M. Léotard a assuré qu'il ne s'agissait pas d'un "abandon". La France est "présente pour une politique de coopération et de développement" mais elle "n'a pas à être partie prenante dans les conflits", a-t-il dit.

Il a précisé qu'un total de 1.238 personnes, dont 454 Français, avaient été évacuées du Rwanda à partir du 9 avril, avant d'exprimer sa "gratitude pour les qualités humaines et le professionnalisme" des quelque 500 militaires français ayant participé à l'opération.

Le ministre en a profité pour rappeler "la nécessité pour la France" de maintenir en Afrique des forces "pré-positionnées" pour pouvoir intervenir plus rapidement en cas de crise.

Concernant les tirs de mortiers ayant frappé l'aéroport de Kigali dans la matinée, l'amiral Lanxade a affirmé que leur "origine est difficile à déterminer avec précision". Il n'ont fait "aucun blessé ni destruction de matériel", a-t-il ajouté, en précisant que des "négociations" étaient en cours avec les parties "pour permettre la fin des évacuations" des étrangers.

Affirmant que "les forces armées françaises n'ont jamais été directement impliquées" dans le conflit rwandais, M. Léotard a indiqué que la France avait avec ce pays "une coopération militaire établie de longue date", avec des "actions de formation classiques".

"Nous essayons actuellement de dialoguer avec tout le monde pour éviter que le bain de sang se développe", a déclaré le ministre de la Défense en rappelant qu'il n'y avait "pas de solution militaire" au conflit. "Il n'y a pas d'alternative à la reprise du dialogue politique", a-t-il ajouté en soulignant le rôle nécessaire de l'OUA et de l'ONU.

La France, "bon élève de l'ONU", est "disposée" à participer à une éventuelle force de paix dans le pays, a dit M. Léotard, ajoutant que la demande "n'a pas été faite pour le moment". Il a enfin souhaité "le maintien de la MINUAR (Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda) sous une forme qui reste à définir".

Le ministre belge des Affaires étrangères Willy Claes a annoncé jeudi que les 400 Casques bleus belges quitteraient le Rwanda quelle que soit la décision que prendrait le Conseil de sécurité des Nations Unies.

jlb/jl